

voyant pendant trois jours la misère de nos campagnes infortunées, je sentais grandir en moi cet amour avec une telle violence, que j'étais forcé d'appeler tout mon courage à mon aide pour ne pas faillir à ma tâche. J'ai désiré non moins vivement un armistice, je l'avoue encore; je l'ai désiré, pour que la nation pût être consultée sur la redoutable question que la fatalité pose devant nous.

Vous connaissez maintenant les conditions précautionnelles qu'on prétend nous faire subir. Comme moi et sans discussion, vous avez été unanimement d'avis qu'il fallait en repousser l'humiliation. J'ai la conviction profonde que, malgré les souffrances qu'elle endure et celles qu'elle prévoit, la France indignée partage notre résolution, et c'est de son cœur que j'ai cru m'inspirer en écrivant à M. de Bismarck la dépêche suivante qui clôt cette négociation :

« MONSIEUR LE COMTE,

« J'ai exposé fidèlement à mes collègues du gouvernement de la Défense nationale la déclaration que Votre Excellence a bien voulu me faire. J'ai le regret de faire connaître à Votre Excellence que le gouvernement n'a pu admettre vos propositions. Il accepterait un armistice ayant pour objet l'élection et la réunion d'une Assemblée nationale. Mais il ne peut souscrire aux conditions auxquelles Votre Excellence le subordonne. Quant à moi, j'ai la conscience d'avoir tout fait pour que l'effusion du sang cessât, et que la paix fût rendue à nos deux nations pour lesquelles elle serait un grand bienfait. Je ne m'arrête qu'en face d'un devoir impérieux, m'ordonnant de ne pas sacrifier l'honneur de mon pays déterminé à résister énergiquement. Je m'associe sans réserve à son vœu ainsi qu'à celui de mes collègues. Dieu, qui nous juge, décidera de nos destinées. J'ai foi dans sa justice.

« J'ai l'honneur d'être, monsieur le comte,
« de Votre Excellence

« le très-humble et très-obéissant serviteur,

« JULES FAVRE. »

21 septembre.

J'ai fini, mes chers collègues, et vous penserez comme moi que, si j'ai échoué, ma mission n'aura pas été cependant tout à fait inutile. Elle a prouvé que nous n'avons pas dévié. Comme les premiers jours, nous maudissons une guerre par nous condamnée à l'avance; comme les premiers jours aussi, nous l'acceptons plutôt que de nous déshonorer. Nous avons fait plus : nous avons tué l'équivoque dans laquelle la Prusse s'enfermait et que l'Europe ne nous aidait pas à dissiper.

En entrant sur notre sol, elle a donné au monde sa parole qu'elle attaquait Napoléon et ses soldats, mais qu'elle respectait la nation. Nous savons aujourd'hui ce qu'il faut en penser. La Prusse exige trois de nos départements, deux villes fortes, l'une de cent, l'autre de soixante-quinze mille âmes, huit à dix autres également fortifiées. Elle sait que les populations qu'elle veut nous ravir la repoussent, elle s'en saisit néanmoins, opposant le tranchant de son sabre aux protestations de leur liberté civique et de leur dignité morale.

A la nation qui demande la faculté de se consulter elle-même, elle propose la garantie de ses obusiers établis au Mont-Valérien et protégeant la salle des séances où nos députés voteront. Voilà ce que nous savons, et ce qu'on m'a autorisé à vous dire. Que le pays nous entende et qu'il se lève, ou pour nous désavouer quand nous conseillons de résister à outrance, ou pour subir avec nous cette dernière et décisive épreuve. Paris y est résolu.

Les départements s'organisent et vont venir à son secours. Le dernier mot n'est pas dit dans cette lutte où maintenant la force se rue contre le droit. Il dépend de notre constance qu'il appartienne à la justice et à la liberté.

Agréez, mes chers collègues, le fraternel hommage de mon inaltérable dévouement.

Le vice-président du gouvernement de la défense nationale, ministre des affaires étrangères,

JULES FAVRE.

Paris, 21 septembre 1870.

CHAPITRE III

STRASBOURG ET TOUL

L'Alsace. — Les prétentions allemandes. — Blocus de Strasbourg. — Le général Uhrich. — M. de Beyer et M. de Werder. — Bombardement de la ville. — Le préfet de l'empire M. Pron. — Les délégués de Berne apportent des nouvelles. — La République. — M. Küss et M. Valentin. — La capitulation. — Coup d'œil sur la ville assiégée. — Résistance héroïque de Toul. — La garde mobile de Nancy. — Toul bombardée capitale. — DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES.

En parlant de cette ville de Strasbourg, qu'il appelait *la clef de la maison* de son Allemagne, M. de Bismarck avait dit à M. Jules Favre, le 19 septembre : « La ville va tomber entre nos mains, ce n'est plus qu'une affaire de calcul d'ingénieurs. » Depuis le 12 août 1870, Strasbourg était investie; elle était bombardée, écrasée depuis le 15 août. Depuis quarante jours, les obus pleuvaient sur les maisons en ruines, incendiant les monuments les plus admirables et broyant les êtres les plus innocents, jetant les cadavres d'enfants sur les décombres des chefs-d'œuvre antiques. Quelle honte! quelle stupidité carnassière! La Prusse affirmait les droits qu'elle prétendait avoir sur l'Alsace en couvrant cette Alsace de débris et de sang.

Il semble que les provinces frontières de France aient plus que toutes les autres l'amour profond, absolu de la patrie. Les véritables foyers de ce patriotisme qu'il ne faut point laisser perdre dans un vague idéal d'universelle communauté, se retrouvent plus ardents, plus vivaces que partout ailleurs dans ces contrées, qui forment comme l'avant-garde d'une nation, et se trouvent plus souvent en contact avec l'étranger. Le patriotisme de l'Alsace, patriotisme sans phrases, humble et résolu, était depuis longtemps connu. Ces contrées au langage germanique, mais au cœur purement français, n'oubliaient et n'oublieront pas qu'elles doivent à la France leur émancipation sociale. Le pacte de 89 les a indissolublement unies à la mère-patrie. Gagnées à la France par la royauté, elles pouvaient encore, depuis Louis XIV jusqu'à Louis XVI, se dire conquises; mais, avec l'ère de la liberté, elles se donnèrent librement à nous et devinrent France

pour jamais. A cette France, l'Alsace donna Kléber, comme la Lorraine avait donné Fabert. Et, depuis lors, tout Alsacien se sentit attaché à ce drapeau tricolore qui lui avait apporté l'émancipation, le progrès, et sous les couleurs duquel le serf était devenu un homme, le prolétaire un citoyen. Les pédants d'Allemagne ont oublié, dans leurs revendications scientifiques, cette vérité éclatante : l'Alsace et la Lorraine sont françaises depuis la révolution. Que les Teutons recherchent dans les vieux textes les chansons germaniques d'Alsace, et essaient de prouver aux gens de Strasbourg que leurs traditions les rattachent à la grande famille allemande. En fait de chants patriotiques, Strasbourg peut opposer aux lieder germaniques ce chant inspiré qui jaillit d'une lèvres française et comme du cœur de la France décidée à vaincre, cette *Marsillaise* que Rouget de Lisle improvisa à Strasbourg même, dans la maison de ce Français d'Alsace qui s'appelait Diétrich.

Depuis deux cents ans, Alsaciens et Lorrains formaient les plus solides soldats de nos armées. Ces braves gens donnaient leur sang pour cette France adoptée et chérie. Lorsque le bruit du tambour français retentissait dans les rues de Strasbourg, lorsque passait un régiment jouant une marche française, aux jours de fêtes, les cris ardents de *Vive la France!* retentissaient sous les vieilles arcades et sur la place Kléber, et si vigoureux que la sentinelle prussienne postée à Kehl eût pu, semblait-il, les entendre. Lorsque la guerre fut déclarée, en juillet 1870, l'Alsace entière fut debout. Tandis que la population demandait des armes, que le gouvernement lui refusait, les municipalités alsaciennes organisaient sur le

passage de nos soldats, aux gares, à l'entrée des villes, des buffets où l'on versait de la bière, où l'on distribuait des vivres à ces régiments qui s'en allaient combattre pour la France. Il y avait, dans les acclamations qui accueillaient les troupes, une confiance absolue dans la fortune de nos armes et une haine invétérée pour l'Allemagne. Pauvres gens ! ils avaient le pressentiment qu'il fallait haïr leurs bourreaux.

Après Wissembourg, après Wœrth, plus d'un habitant des villages alsaciens ramassa quelque chassépot, l'arracha des mains crispées d'un cadavre et fit le coup de feu contre l'étranger. On fusilla, comme assassins, ces humbles et hardis héros. La guerre a de ces pudeurs : on ne peut verser le sang ennemi qu'avec un uniforme sur le dos. Pour ce commerce hideux, il faut aussi une patente. Que de braves gens ne seraient point tombés, fusillés par les balles prussiennes, si le gouvernement de l'empire, plus soucieux de son intérêt que de l'indépendance du pays, n'avait refusé à tout citoyen d'un cœur viril le droit de combattre pour la défense de sa patrie !

Au moment où le désastre de Reichshoffen et de Wœrth condamnait la France à une campagne défensive et donnait le signal de l'invasion, Strasbourg, ville forte de premier ordre, n'était qu'imparfaitement armée, et n'avait pour toute garnison qu'un régiment de ligne, le 87^e, quelques marins, des pontonniers et des mobiles. Un matin d'août, après la nuit terrible qui suivit Reichshoffen, les portes de Strasbourg virent s'engouffrer dans la ville une cohue sinistre de soldats vaincus, liguardes, chasseurs à pied, artilleurs, turcos, tous boueux, sordides, sanglants et écrasés par le roulis affreux de la déroute. Cette foule, presque sans armes, de cavaliers démontés ou de fantassins juchés sur des chevaux harassés ou blessés, vint grossir l'effectif de la garnison. C'étaient 3,000 hommes à peu près de renfort qui venaient s'enfermer dans la place. Strasbourg était donc défendue par des débris de régiments de ligne ou de bataillons de chasseurs à pied, cinq bataillons de régiments de marche, quatre bataillons de garde nationale mobile, des artilleurs de la ligne et de la mobile, une poignée de cavaliers, de douaniers et de gendarmes et 94 marins, dont 2 officiers. La garnison comptait, en outre et en tout, 4,970 chevaux. C'était trop peu pour une place de guerre de cette importance, car parmi ces troupes, beaucoup étaient loin d'être suffisamment exercées. L'armement des remparts, les munitions de l'arsenal ne se trouvaient pas en état. Là comme partout éclatait l'épouvantable et criminelle incurie de l'administration impériale.

Le commandement de la place de Strasbourg avait été, après le départ du général Ducrot, ap-

pelé à la tête d'une division du 1^{er} corps, confié au général Uhrich, un enfant du pays, né à Phalsbourg, ancien élève de Saint Cyr, et qui, à travers l'Afrique et la Crimée, avait un à un conquis ses grades jusqu'à celui de général de division. Lors de la campagne d'Italie, le général Uhrich commandait le 3^e corps qui devait concourir à l'attaque du quadrilatère, et demeura inactif à cause de la paix de Villafranca. Depuis, il avait fait partie du cadre de réserve, et il n'en sortait que pour attacher son nom, en dépit des reproches qu'on ait pu lui adresser, à la glorieuse défense de Strasbourg.

Le 12 août 1870, jour où s'ouvrit le blocus de la ville, les ouvrages avancés n'étaient pas même garnis de canons, les arbres et les maisons, situés dans la zone militaire, étaient encore debout. Le côté sud de la place, que seule l'inondation garantissait contre les travaux d'approche était libre, sans eau (1). Les hauteurs de Schiltigheim et de Hausbergen, qui dominaient le front d'attaque du côté du nord, ne pouvaient être défendues à cause du petit nombre de soldats dont disposait le gouverneur. Au surplus, avec la portée des canons prussiens, il eût été impossible de s'y maintenir longtemps. Strasbourg était donc condamnée au blocus, et un parlementaire allemand se présentait bientôt, sommant la ville de se rendre, sous peine d'être bombardée. Les habitants sourirent à cette menace, ne doutant pas de la prochaine victoire et de la délivrance, persuadés d'ailleurs que l'ennemi n'oserait mettre à exécution cette chose barbare : le bombardement d'une cité qu'il appelait, dans ses revendications, la *ville-sœur*.

Strasbourg, avec son enceinte bastionnée, sa citadelle, sa gare défendue par des ouvrages à corne casematés, Strasbourg qui possède une fonderie de canons, un arsenal de construction et un magasin du génie, pouvait, au surplus, défier l'assaillant, si, je le répète, les bastions eussent été entretenus et mis en état et les magasins et fonderie approvisionnés comme il faut. Il n'en était rien, et M. de Beyer, ministre de la guerre du grand-duché de Bade, qui commandait les troupes badoises envoyées devant Strasbourg, ne devait pas ignorer le dépourvu dans lequel avait été laissée la cité lorsqu'il la somma de se rendre. C'était le 9 août. Ce M. de Beyer (rendons justice même à un ennemi, nous n'aurons pas souvent l'occasion de constater pareille humanité chez les Allemands), ce M. de Beyer adressait, en entrant en Alsace, une proclamation aux habitants, proclamation où il promettait de faire avec humanité cette horrible guerre. Eût-il tenu parole ? Il tomba malade, dit-on, et fut remplacé par le dur et farouche M. de Wer-

(1) Quarante jours de bombardement. Strasbourg. (Neuchâtel, 4 brochure in-18.)



SIÈGE DE STRASBOURG. — Ruines de la Bibliothèque après le bombardement.

der, non plus Badois, mais Prussien, infrangible, amenant avec lui ses troupes de Haguenau, où le roi de Prusse avait établi déjà le gouvernement général de la province d'Alsace. Ce nom de Werder, les Strasbourgeois et les Français ne l'oublieront jamais. Nom de sinistre conquérant écrasant sous le fer et détruisant par le feu la cité qu'il prétend attacher pour jamais à l'Allemagne, comme un meurtrier qui prétendrait s'allier pour toujours à sa victime à demi morte.

Qui pouvait croire, en effet, que l'Allemagne, la docte et pieuse Allemagne, mettrait en cendres tant de richesses scientifiques et artistiques entassées dans Strasbourg et que ses artilleurs prendraient pour point de mire la cathédrale du gothique chef-d'œuvre d'Erwin de Steinbach, la flèche superbe du vieux Münster? Un chant populaire au delà du Rhin, la fameuse chanson de *Strasbourg, fille de l'Allemagne*, que chantent tendrement depuis si longtemps les Teutomanes, s'écrie :

« O Strasbourg, ô Strasbourg, ô cité admirablement belle où sont enfermés tant de soldats, — où sont emprisonnés aussi, vous l'oubliez, depuis plus de cent ans, ma gloire et mon orgueil. — Depuis plus de cent ans, fille de mon cœur, tu te consumes dans les bras du larron welche, mais ta douleur cessera bientôt. — O Strasbourg, ô Strasbourg, la ville de mon cœur, évale-toi de tes rêves sombres, ô Strasbourg, tu vas être sauvée!... »

Sauvée de notre amour, arrachée des bras amis de la France, sauvée par ces bombardeurs et ces incendiaires qui ont écrit leurs exploits de Busses en traits de sang sur des monceaux de ruines!

Le 13 août, un premier obus tomba sur la ville. Il éclata au delà de la porte de Saverne, brisa un reverbère et blessa des ouvriers dans le faubourg. Mais ce n'était rien et l'ennemi voulait saluer ironiquement, par un feu d'artifice de sa façon, la date napoléonienne du 15 août. Un homme représentait à Strasbourg le pouvoir civil, M. Pron, ancien préfet de la Manche, préfet du Bas-Rhin, et qui rêva, durant tout ce siège, un coup d'État nouveau, n'attendant que la nouvelle d'une victoire pour faire arrêter à Strasbourg les adversaires notoirement connus de l'empire. Là-dessus, les témoignages les plus irréfutables nous ont été transmis, entre autres celui de M. Schneegans. On trouve la date du coup d'État nouveau fixée et le projet mis au jour dans une curieuse et éloquente brochure, *Quarante jours de bombardement*, publiée à Neuchâtel par un réfugié strasbourgeois. Que si le projet de M. Pron (qui sans doute obéissait à des ordres venus de haut) ne réussit point, c'est que le général Urich, commandant la force armée, refusa de descendre à de tels complots.

M. Pron avait donc pris, à l'occasion du 15 août, une attitude hostile, déclarant qu'il était prêt à agir contre toute manifestation. Nul ne songeait pourtant à faire de politique. A Strasbourg, on ne songeait qu'à la patrie. On se sentait aussi sous la menace du canon prussien. La crainte vague n'était pas vaine. A onze heures et demie du soir, de ce dernier soir de fête impériale, les obus allemands commençaient à tomber sur la ville. Des hauteurs de Hausbergen, à 3 kilomètres, les projectiles ennemis venaient s'abattre sur les toits, broyant des membres, écrasant, incendiant, et, dès ce lugubre début, tuant des femmes et des vieillards. A minuit, le feu cessait. Ce n'était là qu'un avertissement funèbre. Mais les victimes déjà étaient nombreuses et Strasbourg savait ce qu'il pouvait attendre d'un sauvage ennemi.

Dès lors, toutes les nuits, les Badois et les Prussiens continuèrent leur œuvre atroce. Canonner les remparts, c'était leur droit, incendier des maisons, assassiner la population civile, c'était un crime. Strasbourg d'ailleurs, après les premiers moments de stupeur, devint sublime sous cette pluie de bombes incendiaires. Des rues entières furent brûlées. La rue du Dôme, la rue de la Nuée-Bleue s'écroulaient sous les obus. Des incendies partout, partout des débris fumants et des cadavres. Pauvre Strasbourg! En vain Urich écrivait, par des émissaires porteurs de ces dépêches désespérées : « Strasbourg est perdu, si vous ne venez pas immédiatement à notre secours (27 août). » Il appelait, à son aide, le général Bouay, qu'il croyait à Belfort, et qui, à cette heure, marchait, comme toute l'armée, vers l'entonnoir de Sedan. A la fin d'août, les bâtiments de la citadelle et de l'arsenal, le moulin, la bibliothèque, le musée étaient détruits. La bibliothèque, cette merveille, ce trésor de science allemande, ses 8,000 manuscrits, son fameux *Hortus deliciarum*, tout ce qui était le fruit de tant de travaux, la source de tant d'informations, le legs inappréciable des aïeux, la savante Allemagne a détruit cela! Elle a mis sa science à détruire des livres. Elle a eu son Werder pour imiter Omar. Ces pointeurs en lunettes de l'armée prussienne se plaçaient à détruire les monuments. Ils visaient bien, ils visaient juste. Chaque coup emportait un être aimé parmi les vivants ou un chef-d'œuvre légué par les morts.

O stupidité atroce de la guerre! Rage effroyable! Tuer des hommes, faire voler en éclats des pierres, détruire des parchemins et des tableaux! Il y a, dans l'homme, comme une bête fauve endormie qui s'éveille à de certaines heures. Urich, devant le forfait de Werder, répondit en incendiant Kehl. On hurlait de douleur des deux côtés du Rhin. Ces Badois, enrichis par la France, faisaient

payer à la France tout ce qu'ils avaient reçu d'elle. Cependant, la garnison de Strasbourg frémissait d'impatience sous ce bombardement. Elle voulait au moins voir de près l'ennemi. Le 16 août, elle tenta une sortie du côté d'Ostwald; le 29, elle sort encore. Courageusement, se ruant sur des masses profondes, des poignées d'hommes s'élançaient et ne rentraient que repoussés par des forces considérables. Jamais lutte ne fut plus inégale. Notre artillerie, absolument inférieure, nous laissait à la discrétion des Allemands dont le feu ne ralentissait pas et qui, dès le 29, avaient ouvert leurs travaux d'approche. Deux jours après, deux parallèles étaient terminées. Le 14 septembre, la troisième était ouverte et l'ennemi couronnait les glacis. Quelques jours encore, le 20, à l'aube, la lunette n° 53 nous était enlevée par surprise. Bientôt les Allemands, nombreux, et n'ayant devant eux qu'une faible garnison, pouvaient donner l'assaut. Les remparts ne protégeaient plus la pauvre et fière Strasbourg.

Cependant la ville, passant par tous les espoirs et toutes les illusions des assiégés, comptait toujours sur la délivrance. Des bruits de victoires avaient couru bien des fois. Bien des fois aussi, au loin, les malheureux Strasbourgeois avaient cru entendre l'écho vengeur du canon français. On appréta souvent (ô désillusion amère!) des drapeaux tricolores pour pavoiser les fenêtres à l'arrivée des *pantalons rouges*. Mais non, les jours passaient, le bombardement continuait, la maladie décimait la ville, le deuil et la douleur étaient les mêmes. Un jour pourtant, le 11 septembre 1870, des délégués de la ville de Berne ayant obtenu de M. de Werder de pouvoir arracher au bombardement les femmes et les vieillards qui voudraient le suivre, des Suisses, — fils mille fois bénis de cette humble et grande République helvétique qui a tendu à la France meurtrie sa loyale main et lui a prodigué ses consolations, ses secours, son or et ses larmes, — des délégués de Berne entrèrent à Strasbourg et apprirent à la ville assiégée tout ce qu'elle ignorait. Gravelotte, Sedan, Bazaine bloqué, Mac-Mahon défilé, Bonaparte honteusement prisonnier à Wilhelmshöhe, la République proclamée à Paris, appelée comme un viatique par la nation frappée au cœur! Quel écroulement de rêves et quel désespoir profond! Pourtant, ce nom si grand de République fit son effet là comme ailleurs. On le salua avec ivresse. On se dit : C'est le salut! Le préfet, M. Pron, fut déclaré déchu de ses fonctions et la commission municipale appela à la mairie de la ville le probe et savant M. Küss, républicain aimé, et qui devait, lui, dernier maire de Strasbourg, mourir le jour même où la Française Strasbourg allait (pour combien de temps?) être déclarée Allemande.

M. Gambetta avait nommé maire de Strasbourg M. Maurice Engelhardt, avocat. La ville ne voulait reconnaître que le docteur Küss. En revanche, elle acclama l'arrivée de son nouveau préfet, M. Valentin, qui, au péril de sa vie, put pénétrer dans Strasbourg. Déguisé en paysan, il était parvenu à entrer à Schiltigheim; là, à travers les soldats prussiens, sautant dans la tranchée, il arriva, recevant par derrière le feu des Allemands, par devant celui des Français, jusqu'aux remparts, se jeta dans l'eau des fossés, aborda sous les balles, et dit : « Je suis votre prisonnier. Menez-moi de suite au général. » Une fois en présence du général Urich, M. Valentin débout la manche de son habit, en retire le décret officiel qui le nomme préfet de Strasbourg, et est installé à la préfecture. La légende s'emparera de ce trait d'un courage civique bien rare, et le nom de M. Valentin sera, malgré son court passage dans l'administration du département envahi et de la ville à demi ruinée, inséparable de celui de Strasbourg.

M. Valentin arrivait d'ailleurs à Strasbourg pour voir tomber cette héroïque cité. Chaque jour élargissait les plaies sanglantes de la malheureuse ville. Le manque de vivres et de munitions rendait la situation déplorable. Les légumes frais étaient épuisés depuis un mois; on ne mangeait plus de viande que celle de cheval. La santé de la population s'altérait de jour en jour. « N'ayant pas assez de poudre, dit M. A. Mare. and (*le Siège de Strasbourg*), la garnison se voyait réduite à remplir les grenades de sable, pour leur donner le poids nécessaire; naturellement ces projectiles ne causaient que peu de mal à l'ennemi. »

L'assaut donné à Strasbourg avait été décidé par M. de Werder. Il devait avoir lieu dans la nuit du 28 septembre. « L'artillerie reçut des approvisionnements formidables en projectiles de toute espèce, obus, shrapnels (obus à balles), bombes et fusées incendiaires. La ville devait être bombardée par toutes les batteries ensemble, pendant que les colonnes d'assaut attaquaient le corps de place.

« Les artilleurs reçurent l'ordre d'ouvrir un feu continu à obus incendiaires (*Schnellfeuer mit Brandgranaten*). La ville de Strasbourg, une heure après le signal de ce bombardement, n'eût plus été qu'une mer de feu (1). » En tête de la colonne d'assaut devaient marcher ces lourds et sauvages Poméranais, que Saint-Quentin a connus depuis, et que les Allemands appellent les *turcos de la Prusse*.

Devant cette extrémité terrible, le général Urich se décida à ce dénouement qui devait couronner tristement sa carrière de soldat : la capi-

(1) *La guerre en Alsace, Strasbourg*, par M. A. Schneegans, adjoint au maire de l'administration républicaine de Strasbourg (Neuchâtel, in-18, page 260).